

Mesdames, Messieurs les Commissaires de l'Enquête Publique,

les habitants du plateau de Saclay sont une nouvelle fois invités à donner leur avis concernant la L18. L'enquête présente concerne trois points modificatifs de l'enquête publique de mars 2017, déjà déclarée d'utilité publique (mars 2018, et ceci malgré près de 70 % d'avis défavorables) et pour laquelle deux recours en Conseil d'État avaient été rejetés.

Parmi les trois points modificatifs de l'enquête publique de 2017, deux concernent l'infrastructure de la ligne (tracé et gare) et le troisième est sensé réévaluer le coût et la rentabilité socio-économique du projet.

Cette nouvelle enquête publique repose sur une série de dénis, illustrés par l'avis favorable attribué à la DUP de mars 2017.

--dénis démocratique manifeste vu le pourcentage d'avis défavorables au projet exprimés par les habitants du plateau de Saclay.

--dénis de réalité par l'absence d'études contradictoires et neutres, tant sur les besoins locaux réels en terme de mobilités (les avantages théoriques avancés de la L18 paraissent bien modestes), que par l'absence de la prise en compte des solutions alternatives existantes (achèvement du TCSP, amélioration des RER B et C, études alternatives des liaisons vallées/plateau...)

--dénis de réalité sur le bilan socio-économique par l'absence d'études réalisées par des organismes indépendants. Les avis formulés par des experts urbanistes sur les priorités dans le développement des bassins d'activité par une gestion économe de proximité habitat-travail, ne sont pas pris en compte.

--dénis de la réalité environnementale au vue des études sur les nuisances sonores, incomplètes et basées sur des indicateurs (énergétiques et moyennes) incapables de traduire la gêne réellement perçue. Outre cette pollution sonore, absence d'une approche paysagère concrète face à la pollution visuelle que constituerait la réalisation du viaduc.

Absence enfin de la prise en compte de l'activité agricole spoliée, à un moment où la production locale et les circuits courts doivent être promue.

Le peu de cas réservé aux atteintes environnementales est ressenti par les populations du plateau de Saclay comme une manifestation de mépris à leur endroit.

Le projet L18 est anachronique et ne tient pas compte des besoins locaux réels. Partant d'une finalité préconçue (construire un métro), et pour en justifier l'existence à posteriori, on est prêt à sacrifier les besoins actuels réels au profit d'une urbanisation future inévitable, en bétonnant des terres agricoles.

J'émet donc un **avis défavorable** à cette nouvelle enquête publique et souhaite qu'une véritable étude impartiale sur les besoins locaux et la rentabilité socio-économique soit réalisée par un organisme neutre et sans suspicion de conflit d'intérêt.

Veillez agréer mes salutations distinguées.

Jean Valli